

COLLOQUES INTERNATIONAUX ET DÉTOURNEMENTS D'UNIVERSITAIRES

Créé conjointement par le ministère de l'Énergie et l'université centrale du Venezuela, le Centre pour l'étude de l'OPEP (Centropep) vise à « promouvoir et diffuser des programmes de recherche et d'information sur l'OPEP ainsi que sur les réalités historiques, sociales, économiques et culturelles des pays membres ». Il a organisé à Caracas du 14 au 18 octobre un colloque sur « l'islam et les relations économiques internationales ».

Une trentaine de personnes ont été invitées à prendre la parole : des universitaires spécialisés en sciences humaines ou économiques (venus de France et du Venezuela pour beaucoup, mais aussi d'Espagne, de Cuba, de Québec, etc.), des respon-

sables vénézuéliens de la politique pétrolière ainsi qu'un bon nombre « d'idéologues » officiels de certains pays membres de l'OPEP (Algérie, Irak, Iran), sans oublier un représentant de l'OLP et l'imâm du centre islamique de Caracas.

L'enjeu du colloque, confisqué par les « idéologues » officiels et les quêteurs d'invitations internationales, se trouvait dans le discours sur « Islam et nationalisme arabe ». Venus pour délivrer une bonne parole aussi bornée qu'erronée, nos « idéologues officiels » ont tout simplement escamoté la réalité, accomplissant ce tour de force de ne jamais prononcer le mot « guerre » en ce qui concerne l'Iran et l'Irak. Ils n'ont, semble-t-il, cherché qu'à exploiter la présence d'universitaires afin d'obtenir une sorte de caution académique à leurs discours et à leurs politiques. Cette stratégie a d'ailleurs trouvé son couronnement avec la proposition finale d'adopter par consensus une motion qui, après avoir remercié le Venezuela et les organisateurs, soutenait tout à la fois les revendications du groupe de Contadora, la lutte du peuple noir d'Afrique du Sud, celle du peuple palestinien et celle « des peuples arabes agressés » (s'agissait-il d'une motion d'inspiration algérienne visant le Maroc ou irakienne contre l'Iran ? L'auteur de la motion ayant refusé de se dévoiler, le doute demeure). Hormis ce passage, même si les opinions émises par cette motion pouvaient rencontrer l'approbation personnelle de nombreux universitaires, il était bien évidemment exclu de se soumettre à une telle confusion des genres qui n'aurait fait qu'avaliser la continuelle déviation de ce colloque.

A côté d'exposés remarquables, il nous aura fallu entendre tel conseiller gouvernemental vénézuélien qui, ne sachant que faire pour flatter ses partenaires, nous a dressé en trois quarts d'heure un tableau idyllique

de l'histoire de l'islam des origines à nos jours, de ses croyances et de sa civilisation, de son apport au monde moderne et de son rôle dans l'OPEP. Un ancien ministre algérien comparera ensuite cet orateur à Saint John Perse et à Paul Claudel, pour avoir su joindre avec un tel brio diplomatie, savoir et rhétorique. Le même ministre s'est ensuite essayé à illustrer la richesse intellectuelle et la tolérance du monde arabe et de l'islam en citant saint Augustin, le « premier grand intellectuel algérien » et saint Donat qui a su dès le IV^e siècle « défendre l'indépendance algérienne face à Rome ». La dynastie Fatimide d'Égypte, de confession chiite, présentée comme exemple de l'unité de l'islam, est qualifiée dans la foulée de « khomeinisme avant l'heure ». Quant à la preuve de l'importance de la contribution islamique à la civilisation mondiale, elle se trouvait à Louvain en 1911 où l'on enseignait encore les traités de médecine d'Avicenne...

Ce discours caricatural et digne d'anthologie traduisait malheureusement un état d'esprit répandu chez nos « idéologues ». Il s'agissait de répéter le discours unanimiste officiel sur l'islam et l'arabité : le peuple arabe et musulman, à travers les siècles et les espaces, ne saurait constituer qu'une communauté parfaitement une et dépourvue de toute contradiction interne. Mêlant les appels à l'islam au nationalisme, tout en refusant d'élucider les contradictions apparues entre ces références, nos « idéologues » ont refusé tout examen de la réalité étrangère à leur thèse, faisant appel à une histoire mal digérée pour illustrer des principes jamais remis en cause.

Dans un tel contexte, les questions économiques comptaient peu, de même que les questions de relations internationales : aucun débat ne s'est véritablement engagé, par exemple, sur les deux grands, même

à l'issue d'un morceau de bravoure d'un chercheur cubain. La question sensible se trouvait dans les rapports qu'entretiennent religion et politique au sein des sociétés arabomusulmanes. L'exposé de Gilles Kepel sur l'émergence des mouvements islamistes d'Égypte et ses liens avec la conjoncture pétrolière de la rente, ainsi que mon propre exposé sur l'idéologie de divers groupes islamistes palestiniens ne pouvaient dès lors que susciter de très vives réactions. Nos deux contributions n'ont été reçues par aucun de nos « idéologues » comme l'exposé d'une réalité observée et analysée ; tout au contraire, ils les ont taxées de prises de position personnelles et idéologiques ne pouvant entraîner qu'approbation (de la part de la mouvance iranienne) ou rejet (de la part des officiels arabes). Le procès d'intention achevé, il s'agissait pour les « idéologues » arabes de saper la base même de nos exposés : les mouvements islamistes ne seraient que des inventions malhonnêtes et hostiles, élaborées à partir « d'opuscules de groupuscules ». Seul le discours unanimiste de la solidarité arabe et musulmane saurait être toléré. Le non-Arabe ne saurait se permettre d'avancer que l'islam puisse parfois se poser en rival de l'appel nationaliste arabe. Faire une distinction méthodologique entre un islam « officiel » et un islam « populaire », parler de groupes à intérêts divergents à l'intérieur de la communauté islamique ne peut relever que du discours d'un « professeur de l'institut catholique »...

À l'issue d'une telle expérience, l'universitaire est en droit de se demander s'il peut encore répondre aux invitations à participer à de tels forums. Aux yeux de nombreux participants, il n'est là que pour donner un label académique à une opération politique. Ses qualifications ne sauraient lui donner le droit de tenir son propre discours sur la société

arabe et musulmane, chasse gardée des idéologues arabes ou musulmans. La solidarité personnelle marquée par bon nombre d'universitaires envers diverses causes de cette région du monde semble être devenue un dû. Transformée immédiatement en soutien aux politiques des États, cette solidarité signifierait par la même occasion silence, approbation et reproduction de tous les discours, y compris les plus stupides tenus par les « idéologues » officiels abonnés à ce genre de colloque. La question, encore plus fondamentale, du statut de la recherche scientifique face aux dictatures idéologiques au sein même des sociétés arabomusulmanes se trouve posée dans le même temps. A quand la reconnaissance du droit à la pensée critique ?

Jean- François Legrain.